Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

104-1 | 2016

Montagnes et conflictualité : le conflit, facteur d'adaptations et d'innovations territoriales

---

Conflit foncier, reconfiguration territoriale et valeurs de la terre dans les montagnes de Cahabón (Guatemala)

Agnès Bergeret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3199>

DOI : 10.4000/rga.3199

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Land Conflict, Territorial Reconfiguration and the Values Tied to Land in the Cahabón Mountains (Guatemala) - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3260> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Agnès Bergeret, « Conflit foncier, reconfiguration territoriale et valeurs de la terre dans les montagnes de Cahabón (Guatemala) », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 104-1 | 2016, mis en ligne le 21 avril 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3199>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Conflit foncier, reconfiguration territoriale et valeurs de la terre dans les montagnes de Cahabón (Guatemala)

Agnès Bergeret

NOTE DE L'AUTEUR

Ce travail a été réalisé grâce au soutien financier du LABEX ITEM (ANR-10-LABX-50-01) dans le cadre du programme « Investissements d'Avenir » géré par l'Agence Nationale de la Recherche.

Introduction

- 1 Lorsque l'on considère à une échelle locale le territoire des montagnes de Cahabón (municipe du nord-est du Guatemala, dans le département d'Alta Verapaz), la guerre interne guatémaltèque¹ (1960-1996), qui a opposé le régime militaire aux guérillas communistes prend un visage tout à fait différent : celui d'un conflit foncier très violent, dont les racines sont à chercher dans les formes d'appropriation de la terre par des planteurs de café venus d'Occident à la fin du XIX^e siècle. Ce processus conflictuel (au sens de Cadoret, 2011) a mené un territoire dominé par une grande propriété à une nouvelle configuration spatiale, très morcelée, de villages de petits propriétaires paysans mayas-q'eqchi', où l'inégalité foncière reste forte.
- 2 Nous abordons le territoire des montagnes de Cahabón en définissant sa spécificité géographique, géopolitique, économique par les « intersections d'espaces » dans lesquelles il se trouve (Lacoste, 2002, p. 9-14), en caractérisant ses relations historiques, avec les plaines, les villes et les pouvoirs centraux (Hewitt et Metha, 2012, Mouthon,

2011) et les formes de territorialités qui s'y construisent (Méo, 1996). Ces montagnes sont aussi et surtout une catégorie de la connaissance et d'actions collectives (Bozonnet, 1992 ; Debarbieux et Rudaz, 2010).

- 3 La compréhension du conflit nécessite de croiser différentes focales dans le temps et dans l'espace, et d'analyser les archives et les récits des acteurs locaux : les Mayas-Q'eqchi' et les Ladinos (Bergeret, 2012). Cela permet de reconstituer les actions successives et les discours de justification des différents groupes sociaux de Cahabón – les uns répondant aux autres –, leurs formes très différentes d'attachement à la Terre, leurs valeurs (Graeber, 2001) et les « moralités » attribuées aux différentes formes d'échange (Parry et Bloch, 1989), dans un processus de monétarisation et de marchandisation des produits de la terre, du travail, et de la terre elle-même.
- 4 Dans le cas de Cahabón, on peut repérer des processus d'identifications en miroir des Q'eqchi' et des Ladinos, dont les frictions ont nourri le conflit. Ces identités, assignées et mobilisées, sont indissociables du conflit foncier (comme dans de multiples autres cas latino-américains, cf. par exemple Vêran, 2003 pour une étude sur le Brésil), et de la façon dont on s'empare de la montagne pour définir ses habitants, déclinaison locale du « naturalisme normatif » décrit par Debarbieux et Rudaz (2010, p. 236).
- 5 Les Mayas-Q'eqchi'² constituent la très grande majorité des habitants de Cahabón : anciens sujets et *indios* de la colonie espagnole, ils sont désignés comme *colono* dans la grande propriété caféière, puis comme *comunautés paysannes* sous la dictature militaire, avant que soit remobilisée l'identité *q'eqchi'* de nos jours. Les Ladinos sont une population métisse de toutes origines (états-unienne, espagnole, allemande, anglaise, française), très hétérogène dans ses styles de vie et engagements politiques. Désignée comme « les étrangers » (*kaxlan winq*) par les Q'eqchi' de Cahabón, elle y représente 2 % de la population. Elle est composée principalement de descendants de grands propriétaires ou d'administrateurs de plantations.
- 6 L'objectif de cet article est de montrer les liens entre la transformation radicale des relations sociales, et les modes concurrents d'appropriation et d'usage de l'espace, au travers des évolutions des fragiles dispositifs de souveraineté mis en place dans les montagnes de Cahabón (dans leurs dimensions politiques, économiques, symboliques, Aglietta et Orléan, 1998). L'étude de leur cadre légal, des rapports de forces, des processus identitaires, des formes de circulation monétaire, du travail et des biens agricoles, permet de décrire successivement trois phases du processus conflictuel : celui de l'Hacienda (1880-1944), de la lutte pour la terre (1944-2000), et de la nouvelle configuration mise en place après la transition démocratique. Leurs versions du conflit ainsi que les séquences que nous proposons d'analyser sont schématisées dans la figure 1.

Figure 1. Frise du conflit foncier

Réalisation Agnès Bergeret

Haciendas de café : les montagnes domptées

Montagnes tropicales et culture du café

- 7 Cahabón est une juridiction municipale d'Alta Verapaz de 750 km², comptant en 2009, 55 000 habitants (73 habitants/km²). Traversée par la rivière puissante dont elle porte le nom, c'est une région de multiples petites montagnes aux pentes raides, ne dépassant pas les 700 mètres d'altitude. Au nord, elle est bordée par la Sierra de Chamá (dont le sommet Qana Itzam atteint les 1439 mètres, figure 2), chaîne qui la sépare du grand plateau du Petén. Au sud, elle est surplombée par les montagnes de Senahú, dont plusieurs sommets sont entre 1500 et 2000 mètres d'altitudes. Ces dernières dominent, au sud, la vallée du Polochic, axe majeur entre la capitale d'Alta Verapaz et la côte atlantique.

Figure 2. La montagne Qana Itzam domine le bourg de Cahabón

Agnès Bergeret

- 8 La région de Cahabón est un exemple de « montagnes tropicales » (Bart, *in* Veyret *et al.*, 2001, p. 77), objets composites en termes de densités humaines, de températures, d'hygrométries, d'écosystèmes, générateurs de systèmes de production mixtes : elle est propice à la culture du maïs, du haricot – et de multiples autres denrées d'autosubsistance – ainsi que du cacao, de la cardamome, du rocou, du piment et surtout, du café – cultures commerciales insérées dans les flux mondiaux.
- 9 La culture du café exige un travail artisanal, des soins constants tout au long de l'année, ainsi qu'une main d'œuvre nombreuse (Tulet, 2008, p. 176). Elle est complémentaire de la polyculture paysanne (Bart, *in* Veyret *et al.*, 2001, p.65). La configuration foncière – grande plantation ou systèmes paysans – repose donc principalement sur le rapport de force entre les groupes sociaux.

Le régime de l'Hacienda à Cahabón

- 10 Cahabón est une zone-frontière. Très longtemps, il est l'ultime municipe du nord-est du pays, à 90 km du chef-lieu de la région, Cobán. Le site est au cœur de la « pacification » coloniale grâce à la création, dès 1542, de l'un des trois couvents dominicains moteurs de l'évangélisation de la grande région rebelle de la Verapaz. Au XIX^e siècle, après le retrait de l'Espagne, la nouvelle République indépendante souhaite repousser les frontières agricoles, rentabiliser toutes les terres et resserrer le maillage administratif. Elle envoie des Ladinos (population alors principalement d'origine espagnole) dans les provinces « isolées » pour prendre en main les *jefaturas políticas* (les mairies), remplaçant ainsi les *Principales indígenas* (les dirigeants indigènes) et les ordres missionnaires qui constituaient les autorités locales jusqu'alors. Les religieux sont

finalement chassés par la Réforme libérale de 1871 et le statut de « terre communale » est annulé en 1877. De multiples territoires sont ouverts à une nouvelle colonisation par des migrants occidentaux, prêts à développer une agriculture exportatrice, et choyés par des autorités en quête de la civilisation et de la modernité qu'ils incarnent selon elles. Le président Justo Rufino Barrios pense alors que « 100 familles étrangères [valent] 20 000 indiens » (Cambranes, 1996, p. 221), un discours de disqualification caractéristique tout autant des sociétés latino-américaines post-indépendance sur les populations indigènes, que des politiques nationales appliquées à des populations de montagne (Debarbieux et Rudaz, 2010). Il met en place la possibilité d'octroi administratif (procédure des *denuncias*), pour une somme modique, de très grandes parcelles à ces nouveaux arrivants, et organise le travail des Q'eqchi' vivants sur ces parcelles avec les *habilitaciones* (réquisition de main d'œuvre avec avance sur salaire). Cependant, les indigènes fuient devant l'avancée des grandes propriétés terriennes et les obligations de travailler (Cambranes, 1996, p. 150). La « logique du latifundio » (Edelman, 1998) devient alors la stratégie de la fixation de la main d'œuvre, aidée en cela par le Règlement des Journaliers en 1877 et la loi anti-vagabondage de 1934. Dès 1880, la zone de la Verapaz devient la première productrice de café au monde et prend les traits d'un comptoir allemand, autonome par rapport à l'État guatémaltèque, en lien avec les grandes banques et entreprises commerciales anglaises et allemandes (Wagner, 1996). Tous les flux financiers et de productions agricoles sont orientés directement de la Verapaz vers l'Europe ou les États-Unis (figure 4).

- 11 Cahabón, zone chaude un peu moins propice au café, est l'une des dernières à intéresser les planteurs de café. De jeunes cousins états-uniens, les Champney, établissent leurs premières plantations à Sepacuite, dans le municipe voisin de Senahú, à partir de 1879. En une vingtaine d'années, les Champney construisent un petit empire de 450 km² (figure 3), remontant vers le nord, autour de cinq autres grandes plantations de cafés (Chajbelén, Sepamac, Marichaj, Setzimaj, Sexoche).

Figure 3. Situation géographique de la propriété des Champney

Réalisation Agnès Bergeret

- 12 Sur ces terres (dont les 2/3 du municipe de Cahabón), les minifundios de ces travailleurs n'existent pas de façon formelle. Ils sont complètement intégrés dans la grande propriété, selon un système appelé *colonage* (Birou, 1970, 43). Ce sont les terres les moins fertiles, sur des pentes très inclinées subissant une forte érosion, laissées aux *colonos* pour leur permettre de subsister. Ces parcelles sont conçues comme un « paiement » pour le travail obligatoire dans les plantations des hommes (souvent aidés des femmes et des enfants), qui est exigé pendant une semaine, toutes les trois semaines. La domination des indigènes s'organise sur tous les plans: les productions commerciales sont interdites (les *colonos* n'ont accès qu'au commerce du porc), les fêtes et les rituels sont soigneusement contrôlés.
- 13 Le dispositif mis en place dans le cas de Cahabón peut être rapproché du type Hacienda, opposé à la Plantation par Wolf et Mintz (1975), ou du latifundio seigneurial de Birou (1970, pp. 38-41). Il est caractérisé par la forme d'autorité paternaliste du propriétaire, pour qui l'Hacienda est source de prestige social. Il asservit les travailleurs tout en leur donnant une forme d'identité. Le propriétaire est souvent physiquement absent et c'est l'administrateur, appelé *patrón* qui gère les plantations et le travail des *colonos*.

Figure 4. Flux de travail et de marchandise à l'époque de l'Hacienda.

Réalisation Agnès Bergeret

Territorialités des Ladinos et des Q'eqchi' : souvenirs croisés de l'Hacienda

- 14 Pour la population ladina, l'acte d'achat des terres marque le début de l'Histoire, la légitimation de leur position, la terre étant considérée comme un facteur de production. Les premières familles sont arrivées dans la région à partir de 1830, d'autres dans les années 1930 et 1940. Elles occupent à cette époque les fonctions politiques et administratives, ainsi que les fonctions policières et de gestion des latifundios.
- 15 Lorsqu'ils évoquent ceux-ci, les Ladinos utilisent le terme de *Finca*, que l'on peut rapprocher du concept de la Plantation (Wolf & Mintz, 1975) : ils dévoilent ainsi un cadre de pensée se centrant plutôt sur la plantation caféière (et jetant le voile sur le reste des terres dévolues aux *colonos*), sur un modèle d'investissement d'envergure supranationale, une gestion rationnelle, des innovations technologiques de traitements et de transports du café, la création de voies ferrées ou de transports fluviaux pour rejoindre les ports d'exportation (bien décrits par Wagner, 1996). Leur imaginaire a été forgé par l'épopée constituée par la conquête d'une « Frontière » et la formation des grandes propriétés « civilisatrices » d'antan (autour de belles maisons, de leurs dépendances, lieux d'accueil de festivités ou d'événements culturels) exprimant le raffinement de leur identité européenne. Le mérite de leurs aïeux est encore accru par l'environnement montagnard de forêts hostiles et d'indigènes peu coopératifs qu'ils ont su « dompter », et sur lesquels ils développent un discours folkloriste. La relation démographique très en défaveur des Ladinos imprègne leurs récits du sentiment de représenter une « civilisation assiégée » (Bergeret, 2012, p. 153).

- 16 Du côté des Q'eqchi', la relation au territoire est marquée par l'imaginaire d'un ancrage millénaire, et une interdépendance vitale entre les hommes et ces montagnes au centre du monde, jonctions entre ciel et inframonde. Chacune de ces montagnes est habitée par une force de vie, un esprit pouvant apparaître sous différentes formes (humaines et animales), appelées *Montagnes-Vallées* (*Tzuultaq'a*, littéralement Haut-Bas), dont la souveraineté sur le territoire est incontestable, indestructible : tout être vivant sur son territoire doit des dons et des sacrifices à ce *Tzuultaq'a*, en l'échange de quoi il obtiendra sa nourriture. Toute relation sociale (relation de parenté, d'échange de journées de travail, de demande rituelle à la Montagne-Vallée) doit être validée par le fait de « donner à manger » (un repas cérémoniel). La montagne la plus haute de la région, Qana Itzam (figure 2), est l'une des seules figures féminines fondatrices du panthéon des montagnes de toute la zone q'eqchi', ce qui place Cahabón dans une position de « mère originelle » du territoire q'eqchi'. L'alliance réalisée avec le catholicisme depuis 1542 a créé avec les Ladinos un lien d'humanité « baptisée ». Elle a garanti un statu quo diplomatique leur permettant de vivre sur des montagnes, dont ont été chassés les Chol, population insoumise et finalement annihilée, très présente encore dans l'imaginaire q'eqchi' où elle est associée à la sauvagerie et l'animalité (Bergeret, 2012, p. 241-243).
- 17 Pour les Q'eqchi', l'arrivée de l'*Asyent*³ et des Ladinos est associée à une nouvelle tentative d'invasion de leur territoire par des étrangers blancs et barbus. Or, leur relation à la Montagne offre un cadre de valeurs qui permet tout d'abord l'établissement de la relation de soumission à l'*Asyent*, puis légitime la révolte. L'impact du régime du colonage a été si fort qu'il semble avoir accentué les caractéristiques de sévérité et de renforcement des frontières de chaque *Tzuultaq'a* : habiter le territoire d'une Montagne-Vallée est conçu selon un paradigme faisant de tout territoire le domaine d'un Seigneur, auquel on doit déférence et tributs. En particulier, les mythes recueillis pendant cette période insistent sur l'enfermement, la jalousie du *Tzuultaq'a* sur ses propriétés. En parallèle, se développent des argumentaires expliquant l'enrichissement des grands propriétaires comme issu d'un « pacte avec le diable » (Taussig, 1980 ; Edelman, 1994), incarné par la figure du *Negrito*, pacte qui ne peut mener qu'à la déchéance à terme des Haciendas et la reprise du pouvoir des *Tzuultaq'a*. De plus, en les contraignant à travailler sans leur fournir de repas et sans aucune reconnaissance (Bergeret, 2012, chapitre 11), les propriétaires créent les ferments de la révolte.

La lutte pour la terre : stratégies guerrières et montagnes-refuges

- 18 La lutte des *colonos* contre l'Hacienda est indissociable du contexte national de bascule dans quatre décennies de violence après le coup d'État de 1954 : elle est exemplaire de la façon dont les populations indigènes rurales s'emparent des lois démocratiques, pour demander le paiement de leur travail, puis doivent se plier aux bureaucraties de la dictature et de la fragile transition démocratique pour obtenir des titres de terre. Ce processus conflictuel va de pair avec une transformation radicale des formes d'occupation de la montagne, que ce soit dans sa symbolique religieuse ou dans les formes d'agriculture.

L'échec de la révolution agraire à l'échelle nationale

- 19 Pendant la dictature d'Ubico, les résistances à l'installation des grandes propriétés caféières s'expriment par des explosions de violence sporadiques, auxquelles le pouvoir réagit avec férocité. Le Printemps démocratique (1944-1954) tente de rompre avec la domination d'une oligarchie notamment par une nouvelle constitution, une réorganisation de la justice, le code du travail de 1949. L'objectif est que les *colonos* soient rémunérés dignement comme « travailleurs agricoles ». La réforme agraire de 1952 leur permet d'acquérir les parcelles non cultivées des grandes propriétés. Il s'agit de créer une classe dynamique de petites et moyennes exploitations agricoles.
- 20 Cependant, la réforme agraire ne parvient pas à faire transformer profondément la société, pour de multiples raisons largement analysées ailleurs (Birou, 1970, p. 193 ; Paige, 1983 ; Handy, 1994 ; Gleijeses, 2005 ; Skocpol, 1982, p. 213-215). Elle est brutalement interrompue par le coup d'État de 1954 organisé par la CIA. L'un des premiers décrets de la dictature militaire qui s'installe alors sera la réattribution aux grands propriétaires des terres expropriées par la réforme agraire. Le régime militaire se maintient jusqu'en 1985, au prix de négociations constantes entre l'Armée (loin de détenir les clés d'un pouvoir hégémonique), les partis de droite, la grande bourgeoisie, le gouvernement états-unien et affrontant de multiples mouvements de guérillas (Le Bot, 1992 ; Wickham-Crowley, 1993 ; Bataillon, 2003, 2011).

La révolution locale : une lutte juridique, politique et symbolique.

- 21 Dans les récits locaux, le processus de changement commence par la révolte de quelques leaders, conséquence d'un sentiment d'injustice et d'impuissance (Wolf, 1974) face aux maltraitances imposées par l'Hacienda : il « retourna sa pensée, sa douleur, sa rage » explique Luisa à propos de son grand-père, rendu infirme après avoir été battu par les contremaîtres de l'hacienda (Bergeret, 2012, p. 305). Ces leaders trouvent les ressources pour transformer leur situation auprès de tiers, mobilisant des acteurs aux échelles régionales et nationales. Ils intègrent des partis politiques (figure 5), s'allient avec des Ladinos de leur propre territoire, mettant à profit les rivalités entre grands propriétaires. Ils s'appuient sur des avocats de Cobán et de Guatemala, qui formalisent leurs demandes juridiques à un moment où la justice applique le nouveau code du travail. Face à l'argument de la propriété privée des Ladinos, les Q'eqchi' opposent l'obligation de paiement *monétaire* du travail dans la plantation caféière. Les premiers procès pour non-paiement des salaires aboutissent à la reconnaissance de concessions de terres en compensation de ce travail non payé. La réforme agraire ne vient souvent que confirmer ces victoires locales. Les Q'eqchi' entrevoient alors la possibilité de généraliser cette démarche et de créer une brèche dans le système de la grande propriété.
- 22 Pour entraîner les autres *colonos* dans leur combat, les leaders q'eqchi' de Cahabón s'appuient sur leurs valeurs et leurs institutions : autorité et respect du groupe des Anciens, coopération dans le travail, rituels collectifs, droits sur la terre que l'on travaille, obligation de « donner à manger » à ceux qui travaillent pour vous. Ils dénoncent le fait que l'enrichissement des propriétaires se réalise sur leur misère et leur asservissement : « ils s'enrichissent parce que nous sommes à genoux » (Martin, *in* Bergeret, 2012, p. 693).

- 23 L'autorité symbolique sur le territoire est également contestée : pour contrecarrer l'exclusivité de la présence des Saints dans la cathédrale du Bourg et dans les maisons privées des Ladinos du bourg (figure 5), des statues sont installées dans des chapelles nouvellement créées dans les hameaux ruraux, en accompagnement de la forte dynamique catholique de reconquête de ces territoires et de « rapprochement du peuple » des années 1950 et 1960. La territorialité montagnarde change, s'orientant vers la création de nouvelles centralités de villages, porteuses également de l'imaginaire classique de la résistance héroïque et de la création de nouveaux modèles politiques.
- 24 Du côté des Ladinos, on pense que la *Finca* repose sur un échange équitable entre travail et terre. On pratique également la réquisition pour des travaux d'intérêt collectif⁴ ; c'est la « loi » qui vient rompre cet équilibre : « Il y avait des familles, nous les appelions avant les *colonos*, qui disposaient de toute la terre mais à la condition qu'ils fassent quelques travaux... disons qu'ils faisaient du maïs, du haricot, ils sèmaient pour eux aussi, on ne les payait pas mais [on compensait] comme ça avec la terre. [...] Mais soudain, vinrent d'autres générations, il y eut du changement [...] "la terre est à eux, ils ont le droit" [...]. Alors pour nous éviter des problèmes avec les gens, pour les lois et tout cela, il valait mieux vendre les terrains [...]. On ne pouvait pas payer un salaire, cela aurait coûté trop cher ! » (Lucy Azurdía, in Bergeret, 2012, p. 142, 161-162).
- 25 Il transparaît clairement que l'application du code du travail, à savoir le paiement monétaire des salaires, réduisait à néant l'équilibre sur lequel reposait le système de l'Hacienda. Pour retarder ces effets, les Ladinos tentent de maintenir le face-à-face qui assure leur domination. Ainsi, ils surveillent les trois seules routes d'accès à Cahabón, les ferment lorsqu'ils mettent dans la prison du bourg les leaders indigènes locaux (Bergeret, 2012). Chaque action en justice des Q'eqchi' déclenche automatiquement les représailles des Ladinos, le plus souvent pour « invasion » ou « dégradation » de terres⁵ (cf. figure 1). Cependant, dans les récits ladinos, il est un autre événement, bien plus important dans le renversement du régime de la grande propriété : la mort accidentelle de Benjamin Champney dans un accident d'avion en 1956 déclenche la division et le déclin de son empire (figure 1).

Figure 5. La mobilisation juridique, politique et religieuse des années 1940 et 1950 : échapper au face-à-face local

Réalisation Agnès Bergeret

La dictature militaire et les montagnes : la « Frange Transversale du Nord »

- 26 Le régime militaire doit faire face dès le début des années 1960 à des mouvements de guérillas patriotiques (anti-impérialistes) et communistes. Dans ce contexte, le régime militaire institue une ceinture stratégique appelée la « Frange Transversale du Nord », à laquelle Cahabón est intégré (figure 6). En effet, de morphologie montagnarde, truffée de grottes, de forêts, de multiples reliefs où fuir et se cacher (Lacoste, 2002, p. 4-6), cette zone frontière favorise les circulations de guérillas. Pour contrecarrer ce phénomène et pour tirer profit des richesses naturelles en pétrole, minerais et énergie hydroélectrique de la région (Le Bot, 1992 ; Grandin, 2004 ; Solano 2012), la Frange Transversale du Nord devient un centre d'attention, de surveillance et d'actions militaires.

Figure 6. Cahabón est intégré à la Frange Transversale Nord

Source : Décret 60-70.

La « grande souffrance »

- 27 Dès la fin des années 1960, le conflit dégénère : la politique de « sécurité nationale » se radicalise avec la surveillance étroite et les assassinats ciblés des leaders politiques. Elle dérive à la fin des années 1970 vers une stratégie de la terreur, aboutissant sur la zone de Cahabón, à l'enrôlement forcé des hommes dans les Patrouilles d'Autodéfense Civile, la création de centres de torture, l'assassinat de leaders paysans ou catholiques, la destruction de villages. Les corps des victimes de la répression sont dissimulés dans des

fosses communes (dans des grottes, brèches et recoins des montagnes) ou jetés dans le fleuve. Parallèlement, pour les Q'eqchi', la montagne devient un lieu de refuge face à la « Grande Souffrance » que constituent les violences militaires et paramilitaires : « La montagne sacrée nous a sauvés » est le titre d'un ouvrage de collecte de témoignages q'eqchi' sur cette thématique (Huet, 2006). Les Ladinos, bien qu'ils aient été également affectés par le conflit (assassinats, extorsions et ventes forcées, du fait des guérillas comme de militaires profitant de leur statut), évoquent encore plus difficilement que les Q'eqchi' les violences subies.

- 28 Dans ce contexte de radicalisation, des leaders locaux créent des liens avec la guérilla. Engagés d'abord auprès du parti révolutionnaire, certains se tournent après 1966⁶, pour leurs démarches juridiques, vers les avocats de la FASGUA, Fédération autonome syndicale de Guatemala, organe rattaché au Parti Guatémaltèque du Travail (PGT). Ils rencontrent ainsi certains leaders locaux de ce parti interdit par la dictature et engagé dans des actions de guérilla (Grandin, 2004). Leurs actions dans la région sont principalement de la « conscientisation » politique, la formation à la survie en montagne, la constitution de caches d'armes. Cependant, à l'assassinat d'un leader paysan (Grandin, 2004), aurait répondu l'assassinat de l'un des propriétaires et administrateurs de *finca cahaboneros* responsables de cette disparition (Bergeret, 2012, p. 342).

L'achat de la terre : trajectoires de la distribution foncière et transformation des identités locales

- 29 La préoccupation du régime a été, dès la première insurrection de guérilla en 1960, de contrôler au plus près et de « développer⁷ » les populations indigènes, afin qu'elles ne soutiennent pas les mouvements communistes. La Frange Transversale Nord, est déclarée « Zone de développement agraire d'urgence nationale » dans le décret 60-70 de 1970. L'État militaire désigne alors les indigènes comme des paysans, et élabore alors un nouveau statut juridique pour la terre : le « patrimoine agraire collectif », régime de copropriété entre toutes les familles d'une « communauté », est désigné comme « la forme juridique permettant une organisation entrepreneuriale optimale » (INTA, n.d.). Ce dispositif est géré par l'Institut de Transformation agraire (INTA), créé depuis 1962 pour servir d'intermédiaire entre vendeurs et petits paysans acheteurs (via l'organisation d'un paiement étalé dans le temps) ou pour vendre les terres sans propriétaire.
- 30 Les stratégies choisies par les grands propriétaires ont été un premier facteur de bifurcations des trajectoires foncières et spatiales des terres de Cahabón. Nous en distinguerons trois. La première est l'acceptation de vendre aux *colonos* Mayas-Q'eqchi', via le processus proposé par l'INTA. Ainsi, Edgar Champney, fils de Benjamin Champney, qui possède les terrains au nord du fleuve Cahabón⁸, choisit de vendre dès le début des années 1960. La seconde est le refus de vendre et la volonté de maintenir le statu quo en matière de travail dans les plantations de café⁹. Cette attitude est incarnée par le frère d'Edgar, Jaime Champney et son administrateur de plantation Nacho Preto, commissaire militaire et informateur de l'Armée, qui se transforment en un duo particulièrement violent et assassin (Grandin, 2004, p.117). Enfin, d'autres, parce qu'ils veulent s'orienter vers l'élevage et n'ont plus besoin d'une main d'œuvre nombreuse, décident d'expulser les populations qui vivent sur leurs terres. La rivalité au sein de

cette bourgeoisie locale en plein renouvellement est une des clés de compréhension du haut degré de violence, tout comme elle l'est au niveau national (Bataillon, 2003, p.18).

- 31 Un deuxième facteur relève des options prises par les différents villages face au conflit. Certaines communautés s'engagent de façon unanime¹⁰ dans la lutte politique de résistance, organisées et disciplinées autour de structures politiques clandestines (Grandin, 2004, p.149). D'autres¹¹ choisissent à l'inverse pour leur part de négocier collectivement avec les grands propriétaires. Enfin, certaines communautés sont divisées entre les familles qui acceptent de vivre dans les fincas, celles qui acceptent d'acheter une terre (*aj loq'ol ch'och*, les acheteurs de terres) et celles qui refusent de payer et se rapprochent de la guérilla (les *campesinos*, désignés comme *aj elq'*, « voleurs » par leurs détracteurs), ceci aboutissant à des grandes tensions intra-communautaires. Dans de nombreuses communautés divisées, certaines familles « décident » de migrer, « pour éviter les conflits » (Grandia, 2006, p. 72) et les migrations des Cahaboneros vers le Petén dans les années 70 et 80 sont massives.
- 32 A partir de 1979, la résistance paysanne ayant été annihilée, les communautés se résignent à l'achat de la terre via les procédures de l'INTA (Bataillon, 2011), qui donneront lieu à nouvelles disparités foncières. Remboursant l'achat pendant au minimum 20 ans, les villages sont la proie de tromperies réalisées par de faux intermédiaires. L'INTA fixe le prix¹². Dans certaines communautés, le partage se fait à égalité, chaque famille paie une part équivalente pour obtenir une parcelle de la même taille que tous. Dans d'autres communautés, les parcelles sont de tailles différentes selon les répartitions héritées de l'époque de l'*Asyent*, et on paie en fonction de la taille de sa parcelle. Dans tous les cas, le paiement est réalisé collectivement. Il est donc vécu comme un tribut collectif auprès de l'État guatémaltèque. A partir des années 2000, les titres en copropriété posent de nombreux problèmes : de nombreuses familles ont migré et les transmissions aux enfants demandent des démarches compliquées lorsque les parents n'ont pas laissé de testament.

Il existe alors de nombreuses incitations auprès des Q'eqchi' (de la part du personnel de l'INTA et des techniciens de coopératives initiées par les fédérations régionales et nationales du café) pour le passage à la monoculture intensive du cacao, du café ou de la cardamome. La culture commerciale (qui leur était interdite dans l'hacienda) devient la possibilité d'intégration dans l'économie nationale, d'accès à la monnaie et au marché, mais surtout la condition d'accès à la terre : « nous avons été obligés par la loi de planter du cacao » explique Ricardo (Chipoc) ; « si tu voulais semer du cacao, alors ils te donnaient la terre à acheter, car ainsi tu allais pouvoir payer ta dette. Si tu répondais que tu allais semer du cacao, ils t'achetaient la terre, si tu ne semais pas du cacao, ils ne te l'achetaient pas » (Marco, Chiakte, in Bergeret, 2012, p 529).

- 33 Enfin, à partir des années 2000, FONTIERRAS (*Fondo de Tierras*, remplaçant l'INTA) impose la parcellisation individuelle. Ceci demande un nouveau paiement non négligeable. On peut considérer que les familles paient leur terre une deuxième fois (monétairement) ou une troisième fois (si on compte le travail non payé).

Reconfiguration de la conflictualité : la montagne cahabonera dans les enjeux de la mondialisation

- 34 Pendant les années 1980, le recul (relatif) de la grande propriété et le développement de micro-exploitations, général en Amérique centrale et en Caraïbe, pose la question de

l'apparition d'une société « paysanne » (Deverre, 1987, p. 8 ; Kearney, 1996). On assiste à un réaménagement des formes de dépendance au profit de grands acteurs économiques, à de nouvelles formes de pauvreté et l'accélération des émigrations. Les montagnes cahaboneras deviennent un exemple des enjeux de la mondialisation : la pression foncière, l'urbanisation et le modèle agro-industriel mettent en danger les milieux et les modes de vie des peuples autochtones.

Nouvelles formes d'agriculture et reconfiguration territoriale

- 35 Cahabón est devenu une montagne de petits propriétaires. Cependant, la réduction de l'inégalité foncière est toute relative : en 2003, une quinzaine de grandes propriétés de plus de 45 hectares se répartissent 43 % de la superficie de Cahabón. Les plus petites propriétés (64 % des propriétés), de moins de 7 hectares, embrassent 20 % du territoire. Ces familles ne peuvent assurer leur subsistance sans avoir recours au prêt de parcelles, ou doivent acheter du maïs une partie de l'année. Le taux de pauvreté est de 93 % et l'inégalité de revenus (indice de Gini) est de 62,7 %. La pression foncière a été multipliée par trois en 30 ans : la densité est passée, entre 1980 et 2010, de 27 habitants/km² à 73 habitants/km².
- 36 Le paysage montagnard a changé : d'une montagne couverte de forêts, parsemée de maisonnées cultivant, par rotation de jachères, des productions vivrières (maïs, haricots, piment, courges, etc.) et rituelles (tabac, cacao, etc.), on est passé à une montagne déforestée, où la surface est majoritairement occupée par les champs de café, de cardamome et de cacao destinés à l'exportation, et où les rotations sont réduites (figure 7). Cependant, les cahaboneros maintiennent la protection arborée des caféiers. Tulet (2008, p. 176) cite ainsi un *manuel du caféiculteur* qui recommande le couvert végétal pour maintenir la qualité du café national, le « meilleur du monde ».
- 37 Certains villages sont plus propices à la culture du cacao (sud-ouest de Cahabón) ; tandis que d'autres se sont spécialisées dans la cardamome (centre-nord). Le café est arraché avec la crise du prix du café au début des années 2000 et replanté avec la crise de la cardamome et la remontée du prix du café à partir de 2006... L'élevage de porc et la production de maïs ont considérablement diminué en comparaison de l'époque de l'Hacienda. L'activité agricole est souvent insuffisante et les cahaboneros dépendent des plaines du Petén, où ils vont travailler dans les plantations de palme africaine, et des villes où ils partent sur des contrats de quelques mois dans des services de gardiennage et de sécurité¹³.

Figure 7. La rivière Cahabón et les montagnes déforestées

Agnès Bergeret

- 38 Des intermédiaires commerciaux, basés dans le bourg de Cahabón et dans chaque village (ce qui leur vaut le surnom critique de « coyote »), sillonnent tout le territoire pour acheter le cacao, le café, la cardamome, le piment destinés au marché national et à l'exportation. En Amérique centrale, le café a été souvent la voie de promotion de communautés indiennes, *via* le commerce équitable ou biologique (Tulet, 2008). Cela n'a pas été le cas à Cahabón, où une seule coopérative, parmi les nombreuses créées dans les années 1980, a pu être pérennisée. Les productions quittent le territoire, et les populations achètent au prix fort des produits alimentaires qui arrivent de l'extérieur.

Figure 8. Flux commerciaux actuels

RÉALISATION AGNÈS BERGERET

Urbanisation de la montagne

- 39 Le processus de mesure et d'achat des terres a impliqué une nouvelle conception de la montagne, non plus parsemée de maisonnées, mais structurée, multipolarisée autour de villages. Les cahaboneros se définissent aujourd'hui par cette appartenance à leur village. La délimitation des champs, dans la zone périphérique, est adjointe d'un droit à un « lot » pour son habitation, selon un modèle urbain, où les maisons sont rassemblées dans le centre du village, autour de la chapelle et de l'école.
- 40 Du côté des Ladinos, la forme d'occupation du territoire s'est inversée : autrefois, une grande partie d'entre eux vivaient dans les plantations, et se rendaient au bourg, occupé en majorité par les Ladinos, pour des activités politiques ou religieuses. Aujourd'hui, ils habitent pour leur grande majorité dans le bourg, ont des emplois salariés dans le commerce, d'administration, l'enseignement, les ONG (où ils occupent entre 60 % et 80 % des postes) et, pour ceux qui en ont, se rendent sur leurs terres en journée ou en fin de semaine. Des liens familiaux les relient à Cobán, Carchá, Chamelco, Fray Bartolomé de las Casas (villes voisines à trois heures de route). L'urbanisation du bourg s'est accélérée avec l'installation de très nombreuses familles indigènes – les fratries sont souvent réparties entre les zones rurales et la zone urbaine car la parcelle légalisée du père ne peut nourrir tous les enfants et leurs familles. Souvent, ces familles urbaines cherchent à cultiver leur maïs en périphérie du bourg : l'institution du prêt gratuit de terre dans les hameaux entre familles liées par le lignage disparaît près des bourgs, où l'on ne trouve pas systématiquement ces solidarités de parenté. Les familles doivent payer pour pouvoir cultiver leur maïs, alimentant le processus de marchandisation de la terre sur une ceinture de plus en plus grande. Les communautés villageoises rurales ont investi dans des habitations et s'impliquent dans des charges religieuses dans les différents quartiers du bourg. Les vieilles maisons en béton et à toit de tuile des familles ladinos, ont été entourées, de façon de plus en plus dense et resserrée, de maisons de familles q'eqchi', d'abord construites en bois et toit de chaume, et de plus en plus, adoptant les murs en béton et les toits de tôle. Cahabón

connaît de graves problèmes de gestion des déchets, de distribution d'eau, d'électricité, de voirie. Le contexte montagnard pose rapidement la question de la fragilité de ces milieux, de la « surcharge » démographique (Bart, *in* Veyret *et al.*, 2001), de la capacité à créer des services urbains qui protègent les espaces agricoles et naturels de la montagne de la pollution, mais aussi de la destruction des sols propice aux inondations torrentielles, éboulements de terrains, etc.

- 41 Ces tensions se traduisent dans la reconfiguration du conflit social et des oppositions identitaires : « Notre bourg s'est rempli de poubelles et de poussière » explique Juan, fils d'administrateur de plantation, exprimant un sentiment de « dépossession » du bourg, qui leur était auparavant majoritairement « réservé » (*in* Bergeret, 2012, p. 166). Les Ladinos développent donc un « double discours » que l'on trouve souvent parmi les élites locales (Bierschenk, 2010), qui investit le discours du progrès, de la démocratie et du développement, tout en protégeant leurs privilèges et en alimentant les clichés racistes.
- 42 Les lignes de fracture ne sont plus entre la zone *rurale périphérique q'eqchi'* et les *centralités ladinas* du bourg et des maisons-mères des plantations : les clivages *q'eqchi'*/ladinos se sont dé-spatialisés, traversant le bourg et ses quartiers. Ils se doublent de nouvelles inégalités et oppositions culturelles, entre *Q'eqchi'* des villes et *Q'eqchi'* des zones rurales (que les modes de vie très différents génèrent malgré leurs forts liens d'interdépendance), mais aussi, au sein des villages où la mesure des terres a été propice à la fixation des inégalités entre lignages et entre familles, induisant de nombreux conflits.

Protection de la nature et de la forêt

- 43 Le mouvement international de « protection de la nature », souvent associé à des conflits entre pouvoirs nationaux et habitants de la montagne (Debarbieux et Rudaz, 2010, pp. 195-199), s'est incarné au niveau national dans une lutte contre la culture sur brûlis et de la protection de la forêt et la reforestation. La politique de taxation sur les arbres coupés, et le don d'allocations sur les zones non déforestées ou replantées, monétarise la préservation de la forêt et fait retomber la responsabilité de celle-ci sur les familles et les villages. La reforestation a été la monnaie d'échange dans la réclamation d'une compensation pour le travail forcé réalisé dans les Patrouilles d'Autodéfense Civile : le *programme Bosques y Agua para la Concordia* permet aux cahaboneros de recevoir de l'argent en échange de parcelles replantées.

Réinvestissement identitaire de la montagne

- 44 Alors que l'impunité est de vigueur quant aux crimes commis pendant la guerre interne, au niveau national comme au niveau local, les villages réinvestissent dans une activité rituelle pour « refaire communauté » et maintenir, restaurer, garantir la générosité des Montagnes dans ce nouveau contexte : les rituels agricoles se multiplient, dans les champs de maïs, comme auprès du café, de la cardamome, des séchoirs à cardamome, des camions de transports de marchandise, etc. Il est intéressant de noter deux dynamiques parallèles : une dynamique très minoritaire d'appropriation des nouvelles spiritualités et ritualités *maya* issues, qui tentent d'établir des liens entre les différentes populations mayas du Guatemala, ayant

reconstruit un panthéon et des pratiques qu'ils proclament « originelles ». Chez les Q'eqchi' de Cahabón, cette idée d'une identité pan-maya éveille plutôt de la méfiance. L'autre dynamique, majoritaire, retravaille des pratiques rituelles *q'eqchi'*, non exclusives des pratiques catholiques : la désignation comme *q'eqchi'* devient génératrice de fierté et porte des revendications identitaires (Wilson, 1995).

- 45 Depuis le début des années 2000, un mouvement de réflexion autour du type de territorialité à construire a été initié par une école d'agriculture. Cet institut spécialisé en agroécologie propose spécifiquement aux Q'eqchi' de la zone rurale de remobiliser les valeurs *q'eqchi'* de la terre pour expérimenter des pratiques agricoles plus durables et d'enrayer le processus d'érosion de leur terre. Il expérimente de nouvelles logiques de stratification verticale du champ et de cultures intercalaires, dans une logique agroforestière (Bart, in Veyret et al., 2001, p. 65 ; Tulet, 2008, p.176). Il propose une diversification des productions à visée alimentaire et commerciale, des productions plus arborées et la fin du brûlis, la revalorisation de variétés anciennes et typiques, la généralisation des potagers avec des variétés anciennes bien adaptées aux conditions locales, utiles à la diversité alimentaire et aux échanges de voisinage, prenant part ainsi à un processus historiques de réassociation entre agriculture et alimentation (Bricas, Lamine & Casabianca, 2013).
- 46 Cette dynamique, qui dépasse la question des transitions individuelles, demande une refonte des réseaux de production, de transformation et des circuits de commercialisation. A Cahabón, elle ne peut compter sur l'appui des structures étatiques et municipales (au contraire, celles-ci s'inscrivent plutôt dans l'encouragement à une agriculture productiviste, de mono-activité, nécessitant des intrants phytosanitaires). L'institut mobilise les modes de sociabilités locales, la spiritualité, la ritualité du travail agricole *q'eqchi'*, ainsi que les institutions d'échange de travail dans les communautés pour essaimer ses innovations. En matière de commercialisation, ses propositions sont exemplaires d'une territorialité hybride, qui promeut les échanges de proximité (figure 9), tout en cherchant à développer des filières de niche à forte valeur ajoutée, sur le marché régional ou national : il réalise des produits artisanaux affichant l'identité cahabonera comme argument commercial.
- 47 Ainsi, ces montagnes deviennent des « terroirs », des lieux de régénération de modes de vie paysans et de la culture maya. Des liens institutionnels et des échanges de savoirs sont menés à niveau international, permettant alors d'intégrer Cahabón aux problématiques globales de défense des peuples autochtones (Debarbieux et Rudaz, 2010), de l'agroécologie et des systèmes agro-alimentaires *territoriaux* (Lamine, 2011, p. 129-130).

Figure 9. Traduction d'un panneau de sensibilisation disposé à l'entrée de l'école d'agroécologie

<i>Laa'o aj awinel, ixq ut winq, riki'in a'in yo'yooko.</i>	<i>Nous, les agriculteurs, hommes et femmes, nous vivons de nos cultures.</i>
<i>Lix Mar 'an aj k'ay re xkok'awimq ut na patz'ok re aj Lu': «¿Lu, k'a'ut ink'a nakaloq' lin pix? »</i>	<i>Maria vend les produits de son potager et demande à Pierre: «-Pierre, pourquoi n'achètes-tu pas mes tomates ?</i>
<i>« Ink'a Mar, k'ajwi' us li awimq nachal chi najt »</i>	<i>-Les bons produits sont ceux qui viennent de loin. »</i>
<i>Joke' taatikib' roxloq'inkil li qe laa'o ut joke' taakanab' chi junajwa li kaqalink ?</i>	<i>Quand commenceras-tu à donner de la valeur à ce qui est à nous, et quand cesseras-tu d'être envieux ?</i>
<i>Loq' li awimq laa wechk'ab'al.</i>	<i>Achète les produits de tes voisins.</i>
<i>Laa'at taakol rix hoonal ut laatumin re xtojb'al laa b'elebaal ch'ich</i>	<i>Tu économiseras du temps et l'argent du transport.</i>
<i>Laa wechkab'al k'ul xtz'aq li rawimq ut li tumin taakanag sa' li k'aleb'aal</i>	<i>Tes voisins recevront le prix de leurs produits et l'argent restera dans la communauté</i>
<i>K'ama'an chijunil too'elq chiub'ej</i>	<i>Ainsi, chacun pourra aller de l'avant.</i>
<i>Qa k'e'hak xloq'al li ru li awimq, laa'o aj Chi k'ajb'om.</i>	<i>Donnons leur valeur à nos produits, nous les Cahaboneros.</i>

Conclusion

- 48 Ce parcours a souligné l'importance du lien entre distribution foncière, type d'agriculture, relation agriculture-alimentation, régime de souveraineté, processus d'identification et de valorisation de la terre montagnarde. Les différentes configurations foncières et agricoles des montagnes de Cahabón montrent qu'elles ne procèdent en rien de territoires « en retard » ou marginaux, mais bien d'une fonction essentielle au type de développement propre à chaque séquence du processus, exemplaire de nombreuses situations latino-américaines quant aux rapports entre latifundios et minifundios. On y retrouve des dynamiques de fond, géopolitiques comme économiques. Cependant, la configuration spatiale actuelle de Cahabón montre l'importance de la forme *locale* de la conflictualité : l'évolution, chez les différents acteurs locaux, des valeurs et des logiques d'actions et des stratégies liées à la montagne, à la terre et au travail, expliquent les divergences constatées dans les trajectoires des différents villages.

BIBLIOGRAPHIE

AGCA 1949.- "Reo: Marcelino Xol; Delito: Daños; Ofendido: Benjamin Champney", *Archivo general centro-americano*, AGCA-J-AV 107 leg 55 Exp 4371 (Juzgado de primera Instancia de Cobán 1949).

- AGCA 1965.- “Reos: Marcelino Xol, Tomas Pop Ochoa, Manuel Choc Hoo, Rafael Ixixm Chun, Pedro Quej, Francisco Caal Coc, Diego Caal; Delito: Estafa; Ofendidos: Bernabe Bol Choc y Compañeros”, *Archivo general centro-americano*, AGCA-J-AV 107 leg 71C Exp 4674 (*Juzgado de Primera Instancia de Cobán* 1965).
- Aglietta M., Orléan A. 1998.- *La monnaie souveraine*, Odile Jacob.
- Bataillon G., 2003.- *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Les Belles Lettres.
- Bataillon G. 2011.- « Deux révolutions : Cuba (1959) et Nicaragua (1979). De la lutte contre le tyran à la dictature totalitaire ». in Bozarslan, H., Bataillon, G., & Jaffrelot, C. *Passions révolutionnaires*, Paris, EHESS. pp. 53-82.
- Bergeret A., 2012.- *La quête d'autonomie des paysans mayas-q'eqchi' de Cahabón (Guatemala), 1944-2011. Trois perspectives sur les conflits de terre et les politiques de développement agricole*. Thèse de doctorat d'anthropologie, Université Paris III-Sorbonne Nouvelle-IHEAL.
- Bierschenk T. 2010.- « Historiciser et localiser les approches. Anthropologie et développement », *Bulletin de l'APAD*, n°31-32, pp. 161-192.
- Birou A., 1970.- *Forces paysannes et politiques agraires en Amérique latine*, Les Editions ouvrières.
- Bozonnet J-P, 1992.- *Des monts et des mythes. L'imaginaire social de la montagne*, Presses universitaires de Grenoble.
- Bricas N., Lamine C., Casabianca F., 2013. - « Agricultures et alimentations : des relations à repenser ? », *Natures, Sciences Sociétés*, n°1, Vol. 21, pp. 66-70. DOI 10.1051/nss/2013084
- Cadore A., 2011.- « Analyse des processus conflictuels. Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon », *L'Espace géographique* 2011/3 (Tome 40), pp. 231-244.
- Cambranes J-C., 1996.- *Café y campesinos. Las orígenes de la economía de plantación moderna en Guatemala, 1853-1897*, Catriel.
- CEH, 1999.- *Guatemala, Memoria del silencio*, Comisión para el Esclarecimiento Histórico. UNOPS Guatemala.
- Debarbieux B., Rudaz G., 2010.- *Les faiseurs de montagne*, CNRS éd.
- Deverre C., 1987.- *Enjeux fonciers dans la Caraïbe, en Amérique centrale et à la Réunion*, INRA, Karthala.
- Edelman M., 1994.- “Landlords and the devil: class, ethnic, and gender dimensions of central american peasant narratives”, *Cultural anthropology*, Vol 9, n°1, pp. 58-93.
- Edelman M., 1998.- *La lógica del latifundio. Las grandes propiedades del noroeste de Costa Rica desde fines del siglo XIX*, Editorial de la Universidad de Costa-Rica, Stanford University Press.
- Gleijeses P., 2005.- *La esperanza rota. La revolución guatemalteca y los Estados Unidos, 1944-1954*, Editorial universitaria.
- Graeber D., 2001.- *Toward an anthropological theory of value. The false coin of our own dreams*, Palgrave.
- Grandia L., 2006.- *Unsettling: land dispossession and enduring inequity for the Q'eqchi' Maya in the Guatemalan and Belizean Frontier colonization process*, PhD in Anthropology, University of California, Berkeley.
- Grandin G., 2004.- *The last colonial massacre. Latin America in the cold war*, University of Chicago Press.

- Handy J., 1994.– *Revolution in the countryside. Rural conflict and agrarian reform in Guatemala, 1944-1954*, University of Carolina Press.
- Hewitt K., Meta M., 2012.– « Repenser le risque et les catastrophes dans les régions de montagne », *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research*, Dossier n°100-1, <http://doi.org/10.4000/rga.1650>
- Huet A., 2006.– *Xookol li loq'laj tzuul, loq'laj k'iche'*, ADICI Wakliiqo.
- INTA., (n.d.).– *Expediente general de Santa María Cahabón, expedientes de Tzalamtun, de Chicanuz, etc*, Archivo del INTA de Guatemala.
- Kearney M., 1996.– *Reconceptualizing peasantry. Anthropology in a global perspective*, Westview press.
- Lamine C., 2011.– « Transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agrialimentaires territoriaux », *Pour*, Volume 5, n° 212, pp. 129-136, DOI 10.3917/pour.212.0129
- Lacoste Y., 2002.– « Montagnes et géopolitique », *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, n°107, pp 3-16.
- Le Bot Y., 1992.– *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala (1970-1992)*, Karthala.
- Meo G. (dir.), 1996.– *Les territoires du quotidien*, Collection Géographie sociale, L'Harmattan.
- Mouthon F., 2011.– « Montagnes guerrières et rebelles : examen d'un topos historique sur la longue durée », in Berthier-Foglar S., Bertrand, F (dirs), *La montagne : pouvoirs et conflits de l'Antiquité au XXI^e siècle*, Université de Savoie, Chambéry, pp. 31-49.
- Parry J., Bloch M., (dir.) 1989.– *Money and the morality of exchange*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Solano L., 2012.– *Contextualización histórica de la Franja Transversal del Norte (FTN)*, Centro de Estudios y documentación de la frontera occidental de Guatemala CEDFOG.
- Taussig M., 1980.– *The devil and commodity fetishism in South America*, Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Tulet J-C., 2008.– « Le café en Amérique latine, une durabilité à géométrie variable », *Géocarrefour*, Vol 83, n°3, pp. 171-180.
- Veran J-F., 2003.– *L'esclavage en héritage (Brésil). Le droit à la terre des descendants de marrons*, Karthala.
- Veyret Y. (coordination), Bart F., Casse-Castells M.-C., Debarbieux B., 2001.– *Les montagnes. Discours et enjeux géographiques*, SEDES.
- Wagner R., 1996.– *Los alemanes en Guatemala. 1828-1944*, Afanes.
- Wickham-Crowley T., 1993.– *Guerrillas and revolution in Latin America. A comparative study of insurgents and regimes since 1956*, Princeton University press.

NOTES

1. La commission d'éclaircissement historique (CEH, 1999) a estimé que le conflit a fait 250 000 morts et plus de 1,5 millions de déplacés et de réfugiés.
2. Le Guatemala compte parmi ses habitants 50 à 60% d'une population autochtone (plutôt désignée par le qualificatif indigène), composée de 21 peuples *mayas* (parlant chacun une langue

maya distincte), une population *garifuna*, et une population *xinka*. Les Q'eqchi' représentent plus de 800 000 personnes, réparties sur le nord et le centre-est du pays, à savoir, l'Alta et la Baja Verapaz, Izabal et le Petén.

3. Terme q'echi' pour désigne la grande propriété, adaptation du terme espagnol « hacienda ».

4. Un schéma de pensée qui autorise certains abus, longtemps ancrés dans les pratiques, comme le montrent les archives d'un procès de 1965 (AGCA-1965) : le maire ladino et grand propriétaire y est mis en cause pour avoir fait travailler gratuitement au moins 285 personnes pendant 12 jours sur ses propres terres.

5. Un *colono* qui refuse de travailler dans la plantation ne peut plus justifier d'un droit à habiter et à cultiver pour sa subsistance sur les terres du grand propriétaire (AGCA, 1949).

6. Le Parti révolutionnaire gagne les élections présidentielles de 1965 avec Mendez Montenegro. Il est rapidement décrédibilisé auprès de ses électeurs du fait de la disparition de 33 leaders syndicaux et politiques en 1966 (Grandin 2001).

7. Au sens du développementisme des régimes militaires latino-américains, *via* des programmes de développement agricole (crédits, modernisation technique, promotion des intrants chimiques, coopératives...), qui maintient la centralisation des décisions, la relation de tutelle avec les indigènes, et le modèle agro-exportateur.

8. Sactá, Gualibaj, Sepoc, Sequixpec.

9. Dans les communautés de Seasir, Setzacpec, Chiaux, Balamte, Salac, Chiacach.

10. Les communautés de Seasir, Setzacpec, Chiaux, Balamte, Salac, Chiacach, Chiis, Chipoc, Sewamo, Jacolol, Chipajché, Secacao ...

11. Sepoc, Sactá, Sekaltakab, Champerico, Tamax.

12. Le prix passe de 10 Q/ha en 1979 à 30 Q/ha en 1984, pour atteindre en 2003 un prix moyen de 12 605 Q/ha en Alta Verapaz selon Grandia (2006, p. 208).

13. L'émigration vers les États-Unis est moins massive chez les Q'eqchi' que chez d'autres populations mayas. Bien que l'on observe un fort mouvement de migration des enfants du fait de la réduction des terres disponibles vers les villes, il faut souligner le retour d'un certain nombre de jeunes dans les villages de Cahabón, après des études, des expériences d'emplois urbains, et du fait des dangers de la migration vers les États-Unis.

RÉSUMÉS

Les montagnes tropicales de Cahabón (municipe du nord-est du Guatemala) ont connu en un demi-siècle une transformation radicale de leur configuration foncière et agricole. Les récits des acteurs locaux conduisent à étudier un conflit pour la terre très violent, dont les racines sont à chercher dans le dispositif du colonage construit à partir de la fin du XIX^e siècle. Ils apportent des éléments complémentaires à la compréhension de la guerre interne guatémaltèque (1960-1996), souvent lue au travers du prisme de la guerre froide, c'est-à-dire des stratégies contre-révolutionnaires menées par un régime militaire contre des guérillas communistes. Cet article croise différentes focales d'observation d'un processus conflictuel qui a mené un territoire dominé par une seule grande propriété caféière à une nouvelle configuration, très morcelée, de villages de petits propriétaires paysans. À chacune des séquences de ce processus, la confrontation entre les deux groupes sociaux locaux (les métis Ladinos et les autochtones Mayas-Q'eqchi') transforme les organisations sociales et les territorialités. Les façons dont la montagne est mobilisée dans les identités construites par chacun des deux groupes et participe des cadres

de référence et d'action collective, sont une clé déterminante de compréhension des stratégies choisies par les acteurs du conflit.

In the course of half a century, the tropical mountains of Cahabón (a municipality in north-eastern Guatemala) have undergone a radical transformation of their land and agricultural configuration. Accounts from local actors have led us to examine a conflict that has proved to be very violent for the land and whose origins date back to the “colonato” system established at the end of the 19th century. These accounts provide additional elements that help to understand the Guatemalan Civil War (1960-1996), often interpreted through the prism of the Cold War, i.e. counter-revolutionary strategies led by a military regime against communist guerrillas. This article cross-analyses different observation points on a conflict process that has transformed a territory once dominated by a single large coffee estate into a new, highly fragmented configuration of villages populated by small-scale farmers. At each sequence in this process, social and territorial organisation patterns have been transformed by the confrontation between the region's two local social groups: the mixed-race Ladinos and the native Mayan-Q'eqchi'. The ways in which the mountains have forged the identities of each group and shaped the frameworks of reference and collective actions are key to understanding the strategies adopted by the players in the conflict.

INDEX

Mots-clés : Q'eqchi', Ladinos, agriculture, latifundio

Keywords : Q'eqchi', Ladinos, agriculture, latifundio

AUTEUR

AGNÈS BERGERET

Anthropologue, chercheur associé au Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (LARHRA)

agnes.bergeret@free.fr